



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

relance de l'Union européenne
Question au Gouvernement n° 1073

Texte de la question

RELANCE DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Olivier Becht, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

M. Olivier Becht. Monsieur le Premier ministre, nous assistons, confortablement assis dans nos fauteuils, à la déconstruction de l'Europe, qui nous assure la paix depuis soixante-dix ans.

Mme Marine Le Pen. Bravo !

M. Olivier Becht. Nous sommes en effets témoins à la fois de la déconstruction de l'Union européenne, avec le Brexit et le repli sur les frontières nationales, nourri par le populisme face à la crise migratoire, mais aussi de la déconstruction de la grande Europe, où chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus de la sortie de la Russie du Conseil de l'Europe, faute, pour elle, de payer sa participation à l'organisation suite aux sanctions dont elle a fait l'objet à la suite de l'annexion de la Crimée.

Mme Marie-Christine Dalloz. Il faut arrêter de dire n'importe quoi !

M. Olivier Becht. Monsieur le Premier ministre, alors que le conflit dans le Donbass met la guerre aux portes de l'Union, jamais, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les fondements de la paix, de l'État de droit comme des droits de l'homme n'ont paru aussi menacés. Monsieur le Premier ministre, il y a le feu à la « maison Europe » : il est urgent de l'éteindre avant qu'il ne consume tout l'édifice, et nous avec.

Nous connaissons les convictions profondes du Président de la République, exprimées à la Sorbonne, et de votre Gouvernement.

M. Fabien Di Filippo. C'est la France soumise !

M. Olivier Becht. Bien sûr, nous y adhérons.

M. Christian Jacob. Et on où en est-on, après ce discours ?

M. Olivier Becht. Mais malgré les avancées, les résultats restent fragiles et, souvent, les compromis diplomatiques sacrifient l'efficacité sur l'autel des égoïsmes nationaux ou d'un improbable volontariat, comme à Bruxelles, la semaine dernière encore.

À l'heure où Simone Veil a rejoint Jean Monnet et Robert Schuman au Panthéon, nous avons besoin, Monsieur le Premier ministre, de retrouver la foi et l'audace des pères fondateurs.

Pour ne plus jamais avoir à choisir entre le déshonneur et la guerre, la France doit réinventer un projet fort, une Europe ambitieuse, efficace et qui protège. Face à la peur, elle doit aussi réinventer un rêve européen : c'est sa responsabilité devant l'histoire.

Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, rassurer les Français et nous expliquer quelle stratégie conduit le Gouvernement pour agir, refonder et sauver l'Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir et sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Jean-Louis Bourlanges. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, je partage votre constat : oui, aujourd'hui, l'Europe est en danger, même si elle ne l'est pas réellement à cause du Brexit : sur ce sujet, en effet, les Vingt-Sept sont unis et cohérents, et c'est plutôt du côté de Londres que règne une certaine confusion.

Elle ne l'est pas non plus à cause des mesures commerciales unilatérales de Donald Trump : là encore, l'Union européenne a su apporter une réponse unie et ferme.

Ce n'est pas davantage la situation géopolitique instable du monde qui fragilise l'Europe : l'Union européenne progresse en effet dans son autonomie stratégique et, aujourd'hui, l'Europe de la défense est en marche.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est la loi du fric !

M. Hubert Wulfranc. Et la casse des services publics !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Sur tous ces grands défis, le Président de la République avait appelé à une Europe souveraine et unie : les faits lui ont donné raison.

Venons-en à la question migratoire. Il y a quelques jours, on disait l'Europe paralysée et divisée.

M. Fabien Di Filippo. On peut avoir la traduction ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, l'Europe a su montrer son unité et proposer des solutions européennes coopératives, conformes à nos valeurs : efficacité et humanité, responsabilité et solidarité.

Mme Laurence Dumont. Baratin !

M. Aurélien Pradié. Soyez d'abord efficaces !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Mais le danger était là, et il demeure : certains, sur les questions migratoires comme sur le reste des questions européennes, veulent des solutions simplistes,...

M. Aurélien Pradié. Non, des solutions efficaces !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. ...aiment les effets d'estrade et font prévaloir les égoïsmes nationaux.

En Europe, aujourd'hui, il y a deux camps : celui des progressistes, qui proposent des solutions, et celui des populistes, qui cherchent à envenimer les problèmes.

M. Fabien Di Filippo. Les énarques parlent aux énarques !

Mme Nathalie Loiseau, *ministre* . Je suis, pour ma part, fière d'appartenir au premier camp. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Becht](#)

Circonscription : Haut-Rhin (5^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1073

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 juillet 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 juillet 2018](#)